



**Pour les salaires, l'emploi,  
les missions publiques**

**CONTRE L'AUSTÉRITÉ !**

**Toutes et tous en grève et dans les manifestations le 15 mai**

**A l'appel de la quasi totalité des organisations syndicales (CGT, CFDT, UNSA, FSU, SOLIDAIRES, CFTC et FA-FPT, rejointe par FO dans un appel convergent) le 15 mai prochain doit constituer un temps fort de mobilisation dans les 3 versants de la Fonction publique.**

**Les raisons qui motivent cette journée d'action ne manquent pas .**

***Le discours de politique générale de Manuel VALLS, le 8 avril et son intervention du 16 avril à l'issue du conseil des ministres ne peuvent encore que renforcer nos motivations et notre détermination.***

***Sur la question des salaires et du pouvoir d'achat***

la situation imposée aux agents est catastrophique et absolument sans précédent. Le gel de la valeur du point entamé sous l'ère Sarkozy en 2010 a été maintenu depuis l'élection de François Hollande.

Résultat : les pertes de pouvoir d'achat s'accroissent comme jamais, les qualifications ne sont plus reconnues, les déroulements de carrière sont étiés et misérables. Un nombre considérable de salariés ne peuvent plus joindre les deux bouts. Et le nouveau Premier ministre vient d'annoncer qu'il entend maintenir le gel du point, sans doute même jusqu'en 2017.

***Sur la question de l'emploi***

aucun début de réponse n'est apporté au sous-effectif alarmant des hôpitaux publics, bien au contraire. L'étranglement budgétaire dans la Fonction Publique Hospitalière conduit à des plans sociaux par le non renouvellement des contractuels, des départs en retraite ... Des milliers d'emplois sont concernés. Sur le versant de l'État, les secteurs décrétés non prioritaires – de loin les plus nombreux – continuent de subir des suppressions massives et dangereuses. Dans la Fonction publique territoriale, les coupes dans les dotations financières conduisent à un nombre croissant de plans de réduction de l'emploi. Partout, la précarité est malheureusement toujours à l'ordre du jour.

## **Les amputations budgétaires massives**

viennent mettre à mal les moyens de fonctionnement de tous les services.

Tout cela conduit à des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader.

Certes, les discours fleurissent sur l'importance des services publics, de leurs missions. Mais, dans la réalité, non seulement les réformes permettant de rompre avec la politique désastreuse de la droite se font cruellement attendre, mais ceux qui gouvernent depuis le printemps 2012 prennent des décisions qui aggravent encore la situation.

On aurait pu espérer que la débâcle qu'ils viennent de subir aux élections municipales soit un électrochoc salutaire et les conduisent à entendre qu'une toute autre politique – conforme aux souhaits exprimés lors de l'élection présidentielle – doit d'urgence être mise en œuvre.

Eh bien, pas du tout : c'est exactement le contraire qui se produit !

Dans son discours de politique générale le 8 avril et son intervention du 16, le nouveau Premier ministre, Manuel Valls, confirme et amplifie la politique d'austérité menée : validation de l'inacceptable pacte de responsabilité, nouveaux et nombreux cadeaux – sans contrepartie aucune – au patronat, nouvelles attaques contre la protection sociale, gel des retraites et des prestations familiales...

Des amputations budgétaires massives sont mises en avant : 19 milliards pour l'État, 10 milliards pour la protection sociale, 10 milliards sur le versant territorial.

Ces coupes supplémentaires et drastiques ne pourront avoir que des conséquences dramatiques sur le service public et ses agents et, bien entendu, la population. D'ores et déjà, des annonces commencent à tomber qui font froid dans le dos.

Inutile de dire que, dans un tel contexte d'austérité décuplée, le dégel de la valeur du point pour 2014 – et même 2015 – n'est bien sûr pas à l'ordre du jour.

Enfin, cerise sur le gâteau, le Premier ministre annonce la suppression de la moitié des régions à l'horizon 2017 et la suppression des conseils départementaux pour 2021. Sous l'alibi fallacieux du supposé « millefeuille administratif », c'est bien d'une casse en règle de l'organisation démocratique de la République dont il s'agit.

Cette politique libérale renforcée ne peut bénéficier qu'au grand patronat et aux gros actionnaires. Pour l'immense majorité, elle ne peut que conduire droit dans le mur, accroître les inégalités, casser les services publics, augmenter le chômage...

Pourtant, les alternatives existent bel et bien. Répondant aux besoins de justice sociale, de développement humain durable, elles sont possibles et crédibles.

Pour cela, il faut notamment s'en prendre aux profits colossaux des grands groupes, aux dividendes vertigineux versés aux plus fortunés, remettre en cause les plus de 200 milliards d'aides diverses versées aux entreprises qui sont la vraie cause des déficits publics et dont l'utilité est nulle...

Redonner du pouvoir d'achat aux salariés par l'augmentation de leur feuille de paie, en plus d'être d'une justice élémentaire, c'est se donner les moyens d'une véritable relance, équilibrée et pérenne.

Développer les missions publiques, renforcer les services publics, c'est plus d'équité, de progrès social, de développement humain durable.

**Face à la surdité persistante de nos interlocuteurs, l'heure est donc résolument à l'action.**

**Dans le cadre de la journée unitaire du 15 mai, la CGT appelle les agents de la Fonction publique à se mettre en grève et à participer massivement aux manifestations.**

### **POUR**

- ▶ L'augmentation immédiate de la valeur du point
- ▶ La fin des suppressions d'emplois et des créations partout où c'est nécessaire
- ▶ La reconnaissance des qualifications et l'amélioration des déroulements de carrière
- ▶ Des mesures fortes contre la précarité
- ▶ Des moyens pour les services publics et leurs missions

**TOUTES ET TOUS DANS L'ACTION LE 15 MAI !**

Montreuil, le 16 avril 2014